LOME, Togo, 2 octobre (Infosplusgabon) - Les enseignants du secteur public ont boycotté, pour la grande majorité, la rentrée scolaire ce lundi, a constaté la PANA dans certains établissements scolaires.

Ce mouvement d'humeur de 48 heures déclenché par la Coordination des syndicats de l'Education du Togo (Cset) vise à exprimer les mécontentements des enseignants face au non-respect de la parole du gouvernement en ce qui concerne l'application du Statut particulier des enseignants.

Ce statut, déposé sur la table du Premier ministre, il y a seulement quelques jours, n'a pas encore reçu l'avis du conseil des ministres avant de passer à l'Assemblée nationale pour adoption et vote.

Samedi, lors d'une Assemblée générale tenue à Lomé par les enseignants, les avis sont divergents au niveau de la base des syndicats. Une grande majorité soutient deux jours de grèves contre l'avis d'autres qui proposent d'accorder deux semaines de moratoire au gouvernement en continuant les négociations.

« Au niveau des fédérations syndicales, il a été décidé que l'on puisse observer un moratoire de deux semaines. Nous avons tenté de l'expliquer aux camarades mais ils disent que la façon

dont l'augmentation des 5.000 francs a été annoncée ne les satisfait pas du tout », a affirmé Atsou Atcha, Coordonnateur de la Cset.

Dans les localités de l'intérieur du pays, c'est la même décision qui a prévalu, poussant la Cset à opter pour le boycott des deux premiers jours de la rentrée.

Dans les établissements scolaires, des élèves sont présents mais point d'enseignants pour la plupart des cas. Certains enseignants sont venus juste dire bonjour aux élèves puis retourner chez eux.

Un enseignant joint à Wahala, environ 90 km au nord de Lomé, a affirmé que les deux jours de boycott seront bien respectés. "Ce matin, a-t-il dit, les enseignants ne se sont pas présentés malgré la présence massive des élèves. Beaucoup d'élèves sont retournés à la maison faute d'enseignants".

Depuis quelques années, les mouvements de grève des enseignants perturbent sérieusement le secteur éducatif. Ceux-ci accusent l'Etat de non-respect de ses paroles, obligeant le corps enseignant à faire toujours recours à la grève.

Les enseignants regroupés au sein de la Coordination des enseignants de l'éducation, outre les avantages en numéraires, réclament le règlement définitif des problèmes des enseignants à la Caisse nationale de sécurité sociale, l'annulation des mutations punitives, la résolution du problème des normaliens (étudiants de l'école normale supérieure qui forme des enseignants) et l'intégration des enseignants volontaires par un concours spécial.

L'intervention du Premier ministre, Komi Klassou Sélom, leur proposant une augmentation de la prime unique de 5000 F CFA, n'a pas permis de désamorcer la situation.

Ils vont encore boycotter la journée de mardi, ont-ils promis.

FIN/INFOSPLUSGABON/ILM/JUI/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon